

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 11085**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion mention droit public spécialité conseil et contentieux des personnes publiques

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I	Président de l'université de Rennes I, Recteur chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Dans les collectivités publiques (état, région, département, communes, établissements publics) : il est juriste spécialisé en conseil et gestion en matière de contentieux. A ce titre, il intervient sur les questions d'urbanisme, expropriation, marchés, ressources humaines, risques pénaux, environnement... etc...

Il peut être également magistrat administratif, avocat spécialisé en droit public et /ou en droit européen : ses clients sont soit des personnes publiques, soit des personnes privées ou entreprises, futurs partenaires de l'administration ou partenaires voulant contester ses décisions.

Dans de grandes entreprises ou groupes : il est juriste spécialisé en droit des collectivités locales et contribue à la négociation et l'aide à la décision en matière de marchés publics, de délégation de services publics.

Le diplômé :

- Appréhende l'environnement et les activités du conseil et du contentieux : les institutions, cabinets d'avocats, juridictions administratives, services juridiques des collectivités, leur culture et fonctionnement.
- contribue au processus décisionnels et opérationnels,
- maîtrise les outils et techniques du conseil et du contentieux,
- réalise une veille juridique active,
- sait rechercher, lire, comprendre, analyser et tirer des enseignements des décisions de justice,
- met en œuvre des techniques et des stratégies de conseil et de contentieux,
- prévient les litiges, alerte les services sur les activités à risque (en matière d'environnement, de responsabilité pénale des élus et des fonctionnaires par exemple...),
- élabore des solutions en cas de litige,
- propose des clauses d'arbitrage ou de médiation dans les contrats,
- contribue à évaluer le coût des actions et des litiges en lien avec les services financiers,
- juge les litiges où est impliquée l'administration (quand il est magistrat),
- forme et encadre les personnels qui travaillent sous sa direction,
- contribue dans la dimension transversale de son institution à la sensibilisation des personnels à la culture juridique dans l'institution et à la notion de risque juridique.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Administrations d'État (Préfectures, DDE, DDA)

Administrations territoriales (Régions, départements communes et regroupements)

Établissements publics (hôpitaux, offices HLM, CCAS)

Juridictions (Conseil d'État, Tribunaux administratifs)

Cabinets d'avocats

Entreprises passant beaucoup de marchés publics ou de délégations de services publiques

- Responsable du service juridique au sein d'une collectivité (Région, Conseil général, Commune,...)
- Responsable du suivi des marchés public
- Juriste chargé des marchés publics
- Juriste marchés publics et droit des assurances
- Contrôleur externe des marchés publics
- Responsable du contentieux locatif
- Responsable du service urbanisme dans une collectivité
- Juriste pour une Direction Générale des services / ou Direction des Affaires Juridiques / ou Direction des Ressources humaines
- Juriste en droit public
- Juriste en droit immobilier
- Directeur pour la Direction de la commande publique
- Directeur des services juridiques dans une collectivité

- Directeur adjoint chargé des affaires juridiques et du développement
- Responsable contentieux (Cabinet d'assurances)
- Collaborateur en droit public des affaires (Cabinet juridique)
- Avocat en droit public
- Avocat en droit de l'urbanisme
- Avocat collaborateur en conseil et contentieux public
- Avocat en droit des collectivités
- Conseillers de tribunaux administratifs ou de cours administratives d'appel

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

K1904 : Magistrature

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Modalités d'accès à la formation :

Les étudiants titulaires d'une Licence en droit accèdent de droit au M1 mention droit public. L'accès au M2 est sélectif (dossier et entretien) et subordonné à la détention d'un diplôme intermédiaire de maîtrise en droit (public ou européen de préférence).

Les salariés et fonctionnaires peuvent demander une validation d'acquis professionnels en l'absence du titre universitaire requis.

Descriptif des composantes de la certification :

Les deux premiers semestres du M1 constituent un tronc commun qui prépare les étudiants à l'exercice des professions juridiques nécessitant une spécialisation en droit public ainsi qu'à la recherche fondamentale dans ce domaine.

Les deux semestres suivants (M2) apportent la spécialisation en conseil et contentieux des personnes publiques.

Semestre 3 :

- Procédure administrative contentieuse
- Conseil et contentieux des personnes

Semestre 4 :

- Contentieux des biens et conseil
- Stage et mémoire

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Universitaires et professionnels ayant contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Universitaires et professionnels ayant contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		Universitaires et professionnels ayant contribué aux enseignements
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Jury déterminé par l'Université de Rennes 1

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 2 octobre 2008 relatif aux habilitations de l'université de Rennes 1

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Promotion 1999-2000 : FC = 14 inscrits (dont 2 abandons, 1 ajourné), 11 reçus + FI = 5 reçus / 5 inscrits

Promotion 2001- 2003 : FC = 19 inscrits (dont 2 ajournés), 17 reçus + FI = 3 reçus (1 abandon)/4 inscrits

Promotion 2004- 2005 : FC = 19 inscrits (dont 1 abandon), 18 reçus + FI = 5 reçus/5 inscrits

Promotion 2006 - 2007 : FC = 22 inscrits (dont 3 abandons), 18 reçus + FI = 4 reçus / 4 inscrits

(FC : formation continue FI : formation initiale)

Une enquête réalisée par le service commun de la formation continue révèle les éléments suivants à propos du devenir des diplômés.

Fonctions avant :

- Fonction publique territoriale / assistante du maire
- OPAC 35/ cadre B
- Fonction publique territoriale / attachée territoriale
- Fonction Publique Etat / Directrice foyer jeunesse
- Fonction publique territoriale / Attachée principale
- Chambre de commerce et d'industrie / conseiller juridique
- Fonction Publique Hospitalière / Directeur établissement sanitaire et social
- Demandeur emploi
- Etudiant
- Fonction publique territoriale / attaché conseil général (contractuel)

Fonctions après :

- Fonction publique territoriale / Chef de cabinet du Président de la communauté d'agglomération
- OPAC 35 / cadre A Responsable juridique
- Fonction publique territoriale / attachée territoriale (même ville)
- Fonction Publique Etat / Chef de section Ministère de la justice
- Fonction publique territoriale / Attachée principale
- Avocat
- Fonction Publique Hospitalière / Directeur établissement sanitaire et social + Candidature à un poste de tribunal
- Demandeur emploi : 3 échecs au concours conseiller TA et CAPA
- Avocat Cabinet Roger Page
- Fonction publique territoriale / attaché conseil général (contractuel)
- Affectation en avril sur un poste de DRH Centre Hospitalier Metz Thionville (termine ENSP)

L'élément le plus important à relever est le fait que cette évolution de carrière correspond aux objectifs du stagiaire à l'entrée en formation. Pour les ¾ d'entre eux les objectifs sont atteints. Parallèlement aux évolutions professionnelles, des évolutions personnelles sont relevées :

- confiance en soi retrouvée
- meilleure capacité d'adaptation
- plaisir (re)trouvé dans le (nouveau) métier
- création d'un forum internet entre collègues devenus avocats pour des échanges questions / réponses ...

Voir information et enquêtes du SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise).

<http://soie.univ-rennes1.fr/>

Autres sources d'information :

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

Université de Rennes 1

Faculté de Droit et Science Politique

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Lieu(x) de certification :

Université Rennes I : Bretagne - Ille-et-Vilaine (35) [RENNES]

Université de Rennes 1

2, rue du Thabor

CS 46510

35065 Rennes Cedex

Téléphone : (33) 2 23 23 35 35

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit et Science Politique

9, rue Jean Macé

CS 54203

35042 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 23 76 76

Historique de la certification :

Ce diplôme a été pendant quelques années une option du DESS "Contentieux" avant d'être habilité en 2004 comme spécialité de master. Sa création résulte de la prise de conscience d'un important besoin de formation dans ce domaine tant de la part des avocats que des fonctionnaires des services contentieux de la fonction publique hospitalière, territoriale et d'Etat. Ce diplôme accueille essentiellement des adultes en reprise d'études et quelques étudiants de formation initiale (5 par promotion).